

Fragen zu Milosevic

Der Milosevic-Prozess in Den Haag wurde am Mittwoch mit dem Plaidoyer des ehemaligen jugoslawischen Präsidenten fortgesetzt. Warum dauert das Gerichtsverfahren vor dem "International Criminal Tribunal for the former Yugoslavia" (ICTY) bereits anderthalb Jahre? Kann der Angeklagte Tony Blair und Bill Clinton als Zeugen vorladen? Muss bewiesen werden, dass Milosevic Befehle zu kriminellen Handlungen erteilte? Auf diese und andere Fragen versucht die Menschenrechtsorganisation Human Rights Watch (HRW) in einem kurzen, englischsprachigen Text Antworten zu geben. Dabei erfährt man, dass es einen Unterschied gibt zwischen politischer und rechtlicher Verantwortung für Kriegsverbrechen. Allerdings reiche es zu beweisen, so HRW, dass zum einen Milosevic an den "ethnischen Säuberungen" Beteiligte unterstützt hat, dass zum anderen Kriegsverbrechen eine vorhersehbare Folge jener "Säuberungen" waren. Der HRW-Text ist sehr ICTY-freundlich, aber informativ. Und er regt zum Nachdenken darüber an, welche anderen Staatsoberhäupter aufgrund der angeführten Kriterien vor ein Kriegsverbrecher-Tribunal gehören.

www.hrw.org

Frauen, wehrt euch!

Bundesweit stehen Reformen an, die das gesellschaftliche Klima in der BRD einschneidend verändern werden - besonders zum Nachteil von Frauen, so die Analyse einer Gruppe deutscher Feministinnen. Es falle auf, dass gerade in den Bereichen der feministischen Infrastruktur herbe Einschnitte zu verzeichnen seien. Eine Reaktion hierauf sind die feministischen Widerstandstage, die vom 9. bis zum 12. September in Berlin stattfinden. "Es ist das erste Mal seit vielen Jahren, dass ein breites Bündnis von Frauenorganisationen gemeinsam dazu aufruft, der aktuellen Politik eine offensive Absage zu erteilen. Frauen und Mädchen in der BRD sind mit einer massiven Verschlechterung ihrer Lebensbedingungen konfrontiert", stellen die Veranstalterinnen fest. Vereinzelung, Verarmung und ungesicherte Arbeitsverhältnisse bestimmten maßgeblich die Lebensperspektiven von Frauen. "Die Zusammenhänge für diese Entwicklung aufzuzeigen, aufzudecken, was Hartz IV, die Gesundheitsreform oder Agenda 2010 mit Gewalt gegen Frauen zu tun hat, ist ein zentrales Anliegen dieser feministischen Widerstandstage", heißt es in ihrer Pressemitteilung.

www.feministischewiderstandstage.de

MARCHES PUBLICS ECOLOGIQUES

Mais si, c'est permis

Que les exigences européennes empêchent l'introduction de critères écologiques lors des marchés publics, voilà un argument qui est définitivement passé à la trappe. La Commission vient de publier un mode d'emploi pour bien formuler ces critères.

La Commission européenne a publié un manuel sur les marchés publics écologiques. Ce manuel explique en un langage clair, sans jargon technique, comment les acheteurs publics tels que les écoles, les hôpitaux et les administrations nationales et locales peuvent tenir compte de l'environnement lorsqu'ils achètent des marchandises et des prestations de services et de travaux. Chaque année, les pouvoirs publics consacrent environ 16 pour cent du PIB de l'UE (environ 1.500 milliards d'euros) aux marchés publics. En choisissant des marchandises, des services

et des travaux respectueux de l'environnement, ils contribuent au développement durable dans l'UE. Des achats écologiques accroissent la demande de produits écologiques, encouragent une production respectueuse de l'environnement et aident les technologies propres à conquérir le marché. Cette pratique permet en outre d'économiser l'énergie et les ressources et de réduire la production de déchets, ce qui contribue à une réduction des dépenses publiques. Le nouveau manuel donne des exemples de meilleures pratiques et fournit des conseils pour toutes les étapes d'une procédure d'adjudication.

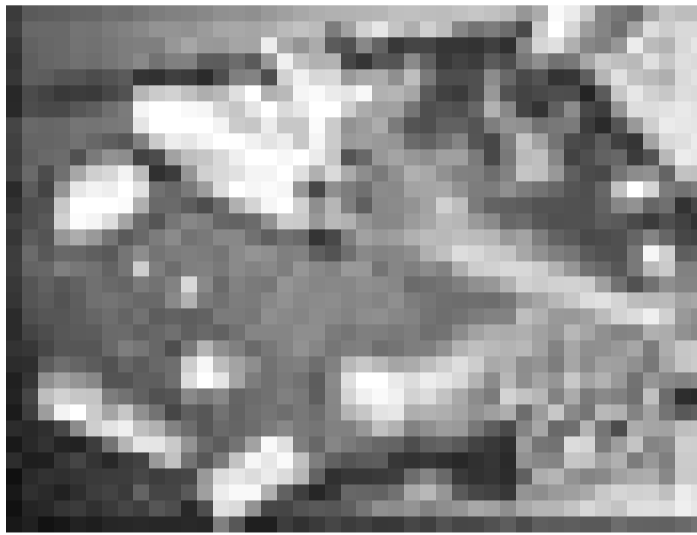
Les nouvelles directives communautaires sur les marchés publics adoptées le 31 mars 2004 prévoient que les pouvoirs publics peuvent introduire dans leurs procédures de marchés publics de nombreuses façons de prendre en compte l'environnement. Une étude récente examinant les pratiques en matière de marchés publics dans les États membres de l'UE des quinze montre que 19 pour cent seulement de toutes les administrations publiques font des achats

écologiques dans une mesure appréciable (application de critères environnementaux dans plus de la moitié des achats). Les principaux obstacles sont des connaissances insuffisantes pour fixer les bons critères environnementaux dans les documents d'appels d'offres, des contraintes budgétaires imputables aux prix souvent plus élevés des produits et des services écologiques et l'insécurité juridique.

Le manuel vise à éliminer ces entraves. Il explique clairement, sans jargon technique, comment introduire des considérations environnementales aux différentes étapes des procédures de marchés publics. Il insiste sur l'importance de prendre en compte le coût du cycle de vie des marchandises, et des prestations achetées, et il renvoie à une base de données en ligne qui fournit des informations environnementales sur une centaine de produits et de services.

Commission européenne

Le manuel (seulement en anglais pour l'instant) figure sous: http://europa.eu.int/comm/internal_market/publicprocurement/key-docs_fr.htm



Avis

SOUSSION PUBLIQUE

Le jeudi 23 septembre 2004, à 10.00 heures, il sera procédé à l'Etat-major de l'armée 38-44, rue Goethe L-1018 Luxembourg, à l'ouverture des soumissions relatives à l'acquisition de deux moniteurs de surveillance avec accessoires pour les besoins de l'armée luxembourgeoise.

Le cahier spécial des charges et les bordereaux de soumission peuvent être retirés du 30 août 2004 jusqu'au 13 septembre 2004 inclus et sont à la disposition des intéressés à l'adresse indiquée ci-dessus. Aucun document ne sera envoyé par voie postale.

Les offres sont à remettre à l'Etat-major de l'armée avant les jours et heures fixés pour l'ouverture de la soumission, conformément aux dispositions du règlement grand-ducal du 7 juillet 2003 portant exécution de la loi du 30 juin 2003 sur les marchés publics.

SOUSSION PUBLIQUE

Le jeudi 23 septembre 2004, à 10.10 heures, il sera procédé à l'Etat-major de l'armée 38-44, rue Goethe L-1018 Luxembourg, à l'ouverture des soumissions relatives à l'acquisition de deux moniteurs défibrillateurs avec accessoires pour les besoins de l'armée luxembourgeoise.

Le cahier spécial des charges

et les bordereaux de soumission peuvent être retirés du 30 août 2004 jusqu'au 13 septembre 2004 inclus et sont à la disposition des intéressés à l'adresse indiquée ci-dessus. Aucun document ne sera envoyé par voie postale.

Les offres sont à remettre à l'Etat-major de l'armée avant les jours et heures fixés pour l'ouverture de la soumission, conformément aux dispositions du règlement grand-ducal du 7 juillet 2003 portant exécution de la loi du 30 juin 2003 sur les marchés publics.

SOUSSION PUBLIQUE

Le jeudi 23 septembre 2004, à 10.20 heures, il sera procédé à l'Etat-major de l'armée 38-44, rue Goethe L-1018 Luxembourg, à l'ouverture des soumissions relatives à la livraison de produits de BOULANGERIE-PÂTISSERIE pendant une période de 12 mois pour les besoins de l'armée luxembourgeoise.

Le cahier spécial des charges et les bordereaux de soumission peuvent être retirés du 30 août 2004 jusqu'au 13 septembre 2004 inclus et sont à la disposition des intéressés à l'adresse indiquée ci-dessus. Aucun document ne sera envoyé par voie postale.

Les offres sont à remettre à l'Etat-major de l'armée avant les jours et heures fixés pour l'ouverture de la soumission,

conformément aux dispositions du règlement grand-ducal du 7 juillet 2003 portant exécution de la loi du 30 juin 2003 sur les marchés publics.

SOUSSION PUBLIQUE

Le jeudi 23 septembre 2004, à 10.30 heures, il sera procédé à l'Etat-major de l'armée 38-44, rue Goethe L-1018 Luxembourg, à l'ouverture des soumissions relatives à la livraison de produits de CHARCUTERIE-SALAISSONS pendant une période de 12 mois pour les besoins de l'armée luxembourgeoise.

Le cahier spécial des charges et les bordereaux de soumission peuvent être retirés du 30 août 2004 jusqu'au 13 septembre 2004 inclus et sont à la disposition des intéressés à l'adresse indiquée ci-dessus. Aucun document ne sera envoyé par voie postale.

Les offres sont à remettre à l'Etat-major de l'armée avant les jours et heures fixés pour l'ouverture de la soumission, conformément aux dispositions du règlement grand-ducal du 7 juillet 2003 portant exécution de la loi du 30 juin 2003 sur les marchés publics.

SOUSSION PUBLIQUE

Le jeudi 23 septembre 2004, à 10.40 heures, il sera procédé à l'Etat-major de l'armée

38-44, rue Goethe L-1018 Luxembourg, à l'ouverture des soumissions relatives à la livraison de produits de VIANDE pendant une période de 12 mois pour les besoins de l'armée luxembourgeoise. Le cahier spécial des charges et les bordereaux de soumission peuvent être retirés du 30 août 2004 jusqu'au 13 septembre 2004 inclus et sont à la disposition des intéressés à l'adresse indiquée ci-dessus. Aucun document ne sera envoyé par voie postale.

Les offres sont à remettre à l'Etat-major de l'armée avant les jours et heures fixés pour l'ouverture de la soumission, conformément aux dispositions du règlement grand-ducal du 7 juillet 2003 portant exécution de la loi du 30 juin 2003 sur les marchés publics.

SOUSSION PUBLIQUE

Le jeudi 23 septembre 2004, à 10.50 heures, il sera procédé à l'Etat-major de l'armée 38 - 44, rue Goethe L-1018 Luxembourg, à l'ouverture des soumissions concernant le projet informatique relatif à l'analyse, la conception et la réalisation d'un domaine logistique de l'armée luxembourgeoise.

Le cahier spécial des charges et les bordereaux de soumission peuvent être retirés du 30 août 2004 jusqu'au 13 septembre 2004 inclus et sont à la disposition des intéressés

à l'adresse indiquée ci-dessus. Aucun document ne sera envoyé par voie postale.

Les intéressés doivent participer à une réunion d'information obligatoire le 17 septembre 2004 à 14.00 heures dans les bureaux de l'Etat-major de l'armée.

Les offres sont à remettre à l'Etat-major de l'armée avant les jours et heures fixés pour l'ouverture de la soumission, conformément aux dispositions du règlement grand-ducal du 7 juillet 2003 portant exécution de la loi du 30 juin 2003 sur les marchés publics.

LE MINISTERE DE LA FAMILLE ET DE L'INTEGRATION

se propose d'engager avec effet immédiat

1 infirmier (m/f) sous le statut de fonctionnaire d'Etat

pour le Centre socio-éducatif de l'Etat (Dreiborn/Schrassig)

Les candidat(e)s à la carrière de l'infirmier doivent être détenteur(trice)s du diplôme luxembourgeois de l'infirmier ou d'un certificat reconnu équivalent par le ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle ainsi que d'une autorisation d'exercer la profession de l'infirmier.

Les demandes accompagnées

d'une photo récente, d'un curriculum vitae, des certificats de travail des trois dernières années et d'une copie des diplômes sont à adresser au ministère de la Famille et de l'Intégration, CSEE, 12-14 avenue Emile Reuter, L-2919 Luxembourg, pour le 17 septembre 2004 au plus tard.

Une première sélection sera effectuée sur base des dossiers.

Pour de plus amples renseignements, prière de contacter le no. 478 6538

POSTE VACANT

La Direction de la Santé procède à l'engagement à plein temps et à durée déterminée

d'un orthophoniste m/f (remplacement d'un congé de maternité/d'allaitement)

pour les besoins du Service Audiophonologique.

Des renseignements supplémentaires pourront être demandés par téléphone au 445464.

Les demandes avec curriculum vitae ainsi que les copies des diplômes et certificats certifiés conformes aux originaux sont à adresser à la Direction de la Santé, Villa Louvigy, Allée Marconi, L-2120 Luxembourg pour le **10 septembre 2004 au plus tard.**

Communiqué par la Direction de la Santé